

classe dominante (p. 91). Il parait bien difficile de croire que Gustave Adolphe n'ait été que le champion antipathique de la bourgeoisie (p. 89) : je ne pense pas que la science ait beaucoup à tirer parti de ces paradoxes historiques.

Une étude très intéressante est consacrée au rôle des génies de race juive dans l'Europe moderne ; « le juif prend, très facilement, les caractères du milieu, dans lequel il vit, les caractères sémitiques reparaissent, avec une singulière énergie, chez les hommes supérieurs (1), qui restent des isolés, tout en exerçant une influence énorme autour d'eux (p. 373). L'esprit hébraïque est surtout éthique, il a la passion de la critique morale, il dissèque les men-onges sociaux, il attaque sans pitié les préjugés (p. 359) ; — il est peu flexible, très pénétrant, mais unilatéral (p. 363) ; mélancolique et pessimiste (p. 363) ; — animé d'un profond désir de prosélytisme (p. 369), incapable de se confiner dans une simple recherche intellectuelle, à l'imitation des grands philosophes allemands du passé (p. 370) ; — passant des études scientifiques les plus abstraites aux compositions d'une imagination prophétique (p. 360) ; — conservant quelque chose des tendances messianiques (p. 366) ; — apportant dans le monde plutôt des idées révolutionnaires que des tentatives de réformes (p. 389).

J. DAVID.

V. PARETO. *Cours d'économie politique professé à l'Université de Lausanne*, tome II. 1 vol. in-8 de 426 pages. — Rouge, éditeur, Lausanne, 1897.

J'ai rendu compte du premier volume de cet important ouvrage au mois de mai 1896 ; je ne reviendrai pas sur les observations que j'ai présentées au sujet de l'emploi des mathématiques ; je compte, d'ailleurs, approfondir, quelque jour, cette question en étudiant *l'organisme social et la composition économique*. Ce deuxième volume est encore plus intéressant que le premier ; on y trouve une très grande abondance de renseignements heureusement et critiquement choisis ; mais on est surtout frappé par l'originalité et la profondeur des thèses générales que M. Pareto expose, d'une manière parfois trop sommaire, et qui jettent un jour si considérable sur les problèmes économiques. A cause même de la valeur de ces thèses, le livre de l'éminent professeur, a bien des chances d'être mal apprécié : j'ai lu un compte-rendu dans lequel on accuse notre auteur de vouloir « démontrer l'extrême excellence » de la société ac.

(1) M. Ferrero a pris comme types : Heine et Marx, parmi les morts, MM. Brandès, Lombroso, Nordau, parmi les vivants. Les observations personnelles sur ces trois derniers sont bien curieuses.

tuelle! Quand de si grossiers contre-sens sont commis par des *forts en thème*, que ne peut-on pas attendre des simples laïques!

Je ne pourrais donner à mes lecteurs qu'une idée très imparfaite de l'œuvre, si je discutais en quelques pages toutes les théories importantes de ce livre; je réserve, tout d'abord, l'étude des revenus et l'examen de la loi fondamentale découverte par le professeur de Lausanne; j'en ferai l'objet d'un article étendu. En traitant l'organisme social et la composition économique, j'aurai l'occasion de tirer parti des vues ingénieuses de M. Pareto sur l'interdépendance des phénomènes, sur les causes psychologiques des crises, sur l'évolution et sur la physiologie sociale. Je voudrais appeler ici l'attention sur un petit groupe de problèmes d'un très haut intérêt pour nos lecteurs et particulièrement sur les relations de la science économique et des projets socialistes.

Le passage des théories abstraites aux lois phénoménologiques constitue la grande difficulté de toute économie. Cette difficulté est bien connue des disciples de K. Marx; le maître n'ayant point terminé son œuvre, ils se trouvent fort gênés pour passer de la théorie de la valeur aux applications. — Qu'il y ait concordance (en gros) entre les lois exposées dans le premier livre du *Capital* et les transformations modernes, cette constatation *empirique et approchée* ne nous suffit point, car nous ne savons pas si tous les faits sont susceptibles d'être expliqués dans le passé (et encore moins pour l'avenir).

Les anciens économistes ne se préoccupaient point de ces problèmes; leur mépris par toute métaphysique les rendait très affirmatifs et étioilait en eux tout sentiment critique. Ils constituaient un système abstrait des relations correspondant à la libre concurrence et le regardaient comme une approximation légitime des lois économiques créées par le capitalisme moderne; — ils construisaient, en opposition, un autre système abstrait de relations fondées sur les socialisations et le regardaient comme le noyau des utopies socialistes. La tâche principale de l'économiste consistait à opposer ces deux organisations et à faire ressortir la supériorité de la première. Pour faire cette comparaison, il fallait, bon gré mal gré, sortir du domaine des abstractions et, au moyen de sophismes, intéresser les sentiments du lecteur: il fallait tomber dans la littérature. On n'est point parvenu à de bien remarquables résultats. « Il faut observer que les économistes littéraires, bien qu'ils aient composé des œuvres d'une réelle valeur, n'ont pas réussi, jusqu'à présent, à persuader le gros du public et que, loin de gagner du terrain, ils en perdent de jour en jour... Le socialisme d'État et le socialisme tout court font chaque jour des progrès » (p. 319, note). D'ailleurs toute idée apologétique doit être bannie d'un livre de science: « La science ne cherche que la vérité et n'a pas à défendre certains intérêts ni à en combattre d'autres » (p. 2, note.)

L'observation montre que le régime réel n'est pas du tout celui de la

libre concurrence; les luttes humaines en vue de la richesse revêtent « deux formes connues de tout temps. L'une n'est autre que la concurrence économique... L'autre forme de la lutte des classes est celle par laquelle chaque classe s'efforce de s'emparer du gouvernement, pour en faire une machine à spoliation. La lutte qu'entreprennent certains individus pour s'approprier la richesse produite par d'autres est le grand fait qui domine toute l'histoire de l'humanité. Il se cache et disparaît sous les prétextes les plus variés, qui ont souvent trompé les historiens. On peut même dire que ce n'est qu'à notre époque que la vérité a percé » (p. 386). Cette conception de la lutte des classes se rapproche, comme on voit, beaucoup plus de celle de M. Loria que du matérialisme économique de K. Marx.

Dans le monde moderne les classes possédantes s'efforcent de diriger la production suivant des plans généraux, qu'elles jugent favorables à leurs intérêts. Michel Chevalier (1) avait observé, il y a bien longtemps, les analogies qui existent (en dernière analyse) entre le protectionnisme et les utopies de 1848. M. Pareto a le droit d'appeler *socialisme bourgeois* le régime « de la protection douanière, des primes d'exportation, de la falsification de la monnaie » (p. 387). Dans une lettre particulière, il me dit : « le régime social actuel est une sorte de socialisme bourgeois ; le socialisme populaire fait œuvre très utile en servant de contrepoids ; et il est probable que ce nouveau régime régnera à son tour et se substituera à l'ancien » (2). A l'heure actuelle, en Allemagne les socialistes combattent, sur bien des points, côte à côte avec les économistes les plus orthodoxes et luttent pour empêcher des socialisations poursuivies par les conservateurs. M. Pareto a cité dans le *Giornale degli economisti* (mars 1897, p. 252) un extrait d'un article de M. Neissen félicitant les socialistes de soutenir le libre-échange, la bonne monnaie, la liberté contre le militarisme et le gouvernement paternel.

Il est donc devenu impossible de raisonner sous la forme abstraite adoptée autrefois : la socialisation n'est pas une chose ayant une nature que l'on puisse étudier d'une manière intrinsèque ; on peut désigner ainsi beaucoup de structures économiques fort distinctes pratiquement.

D'autre part, l'usage s'est introduit de désigner sous le nom d'industries libres tout organisme productif exploité par des compagnies privées,

(1) *Examen du système commercial connu sous le nom du système protecteur*, chap. XIX.

(2) Une idée analogue est exprimé dans l'ouvrage : « le mouvement social se faisant selon la ligne de moindre résistance, il se peut qu'il soit nécessaire de passer par un état socialiste pour arriver à un état de libre concurrence » (p. 133).

alors même que celles-ci exercent un monopole : M. Pareto signale l'absurdité de ce point de vue (p. 195).

Ces observations nous amènent à considérer l'ancienne opposition des deux systèmes abstraits d'économie à un point de vue tout nouveau : au lieu de les traiter comme deux organisations incompatibles, nous devons voir en eux deux formes toujours associées dans la réalité et seulement séparables par l'entendement. Si on s'élève à un degré supérieur d'abstraction, on trouve que ces deux formes sont fondamentalement identiques : c'est à cette conclusion, — qui paraîtra paradoxale aux empiristes, — que parvient M. Pareto.

« Les *entrepreneurs* sont assimilables aux *employés* du futur État socialiste, auxquels on aurait donné à forfait le travail de déterminer les coefficients de fabrication (1). Les forces automatiques de la libre concurrence agissent pour stimuler les entrepreneurs et les forcer à trouver les valeurs des coefficients des fabrication qui assurent le maximum d'ophélimité » (p. 97). — « La fonction sociale des *spéculateurs*, tant qu'ils n'agissent pas directement sur les prix (2), est de résoudre, le plus promptement et le mieux possible, les équations de l'équilibre économique. Ce sont ces équations mêmes qu'auraient à résoudre les employés d'un État socialiste » (p. 245). A l'heure actuelle il n'existe aucun moyen pratique de résoudre le problème général de la *meilleure production*. « La statistique pourra-t-elle jamais donner ces renseignements ? Il serait téméraire de répondre négativement... Au reste, dès à présent, les spéculateurs emploient, autant qu'il est possible, les statistiques et font tous leurs efforts pour atteindre la solution du problème » (p. 246). — « Le ministre de la production déterminera à quels usages il doit employer les terres, les capitaux mobiliers et les hommes dont il dispose. En d'autres termes, il déterminera les coefficients de fabrication qui procureront le maximum de bien-être à ses administrés. Or, et ce résultat est extrêmement remarquable, il arrivera, de la sorte, précisément aux mêmes coefficients que déterminerait la libre concurrence » (p. 92).

Il ne faut donc pas s'étonner de lire : « Les socialistes enfoncent une porte ouverte, en insistant longuement sur l'utilité, pour la société, d'éviter les dépenses qu'entraîne la libre concurrence. Cela est hors de doute, mais la question est tout autre » (p. 187). Les tâtonnements qu'exigent les recherches des entrepreneurs isolés laissent à désirer, au point de vue absolu ; mais il faut savoir « si nous pouvons directement, sans

(1) « On appelle *coefficients de fabrication* les quantités constantes ou variables de services producteurs qu'il est nécessaire d'employer pour obtenir une unité du produit » (t. I, p. 48).

(2) Par des coalitions, des accaparements.

les tentatives de la libre concurrence, connaître la forme de la ligne [figurative de la production] et si la dépense pour faire fonctionner l'organisation *unifiée* ne serait pas supérieure à celle causée par la solution, par tentatives, des équations de la production » (p. 87, note). Cette deuxième considération n'appartient pas, on le comprend sans peine, à l'étude abstraite; mais il n'en est pas de même de la première; il est évident que les présocialistes ont fait une singulière hypothèse en admettant que la science *est* en état de résoudre ce problème de la *bonne production unifiée*.

M. Pareto observe que M. Schæffle « reconnaît qu'il faut trouver moyen d'intéresser le travailleur à la production de son œuvre » (p. 133, note et p. 71, note). — Il pense que « par la force des choses on serait conduit à revenir à la solution par tentatives et à allouer des primes⁽¹⁾ aux employés qui se distingueraient le plus dans cette œuvre » (p. 246). Les tâtonnements existant dans l'une et dans l'autre hypothèse, il y a identité fondamentale.

Ces discussions sur les mérites relatifs de diverses abstractions supposent toujours qu'on sait réaliser certains états produisant des maxima de bien-être, de convenance, d'utilité. Je crois que c'est faire des suppositions tout à fait gratuites; les adeptes de l'économie politique pure prétendent démontrer que la libre-concurrence procure aux individus le maximum d'utilité subjective (Winiarski) ou le maximum de l'ophélimité (Pareto); je crois que ces prétendues démonstrations ne sont pas soutenables; en tout cas, elles n'offrent qu'un intérêt assez secondaire, car les polémiques pour et contre une réforme sociale portent sur l'utilité et non sur l'ophélimité. M. Pareto fait à ce sujet une observation très juste : « L'ophélimité, l'utilité de l'individu, l'utilité de l'agrégat ou de l'espèce sont des entités qui s'opposent l'une à l'autre et qui sont, pour le moment irréductibles. Si l'on se pose le problème : en quelle proportion un individu *doit* combiner sa propre ophélimité, son utilité, l'utilité de son agrégat, on s'aperçoit de suite que l'énoncé n'est pas complet. Il faut ajouter : pour atteindre tel ou tel but » (p. 405).

Pour être complet, il faudrait ajouter que les idées que nous pouvons nous faire des divers ordres d'utilité sont subordonnées à la connaissance que nous avons des classes, de leur histoire, de leur manière de voir, et enfin des sentiments qui se développent chez les hommes en raison des conflits de classes. Quand on adopte, à la suite de K. Marx, cette manière de raisonner sur les choses, on voit que les abstractions ne peuvent être employées comme font les gens qui cherchent le maxi-

(1) M. Pareto dit que beaucoup d'entrepreneurs accepteraient volontiers leur transformation en fonctionnaires; au lieu d'être à la tâche, ils seraient à la journée (p. 97, note).

mum d'utilité : il n'est pas possible de poser, d'une manière générale, un tel problème, dont les éléments sont surtout moraux, et sont conditionnés par l'histoire économique des classes. Les considérations sur l'utilité apparaissent, en dernière analyse, comme *transitoires*, exactement comme les considérations sur la morale : elles agissent comme des moteurs, mais n'existent que dans le mouvement; elle ne peuvent définir un *but fixe* vers lequel on pourrait tendre.

Les comparaisons abstraites présentent une lacune grave qu'on ne peut éviter qu'en se pénétrant bien des méthodes de K. Marx. M. Pareto croit nécessaire, comme M. Walras, « de séparer la fonction de capitaliste de la fonction d'entrepreneur » (p. 78); on obtient certainement une grande simplification, mais on défigure, d'une manière complète, l'économie moderne : non seulement l'histoire de la formation industrielle est mise de côté, mais encore on ne parvient plus à comprendre les revenus du capital prêté. K. Marx nous a appris que l'analyse de la plus-value dans la production industrielle est nécessaire pour nous rendre compte des revenus des formes plus anciennes du capitalisme (*Capital*, p. 70, col. 1). L'économie pure escamote la plus-value et donne de l'intérêt une explication purement verbale.

Lorsque l'on abandonne ces sphères d'abstractions pour pénétrer dans le domaine plus accessible des phénomènes économiques et des réformes sociales, il devient nécessaire de préciser et de bien marquer ce que l'on entendra par socialisme. Les chefs du parti socialiste allemand ont toujours refusé de décrire le régime qui devra succéder au capitalisme moderne : cette prudence, fort scientifique, leur a été souvent reprochée comme un aveu d'impuissance; mais M. Pareto estime qu'il est impossible de prévoir ce qui se produirait au cas du triomphe des marxistes (p. 133).

Les discussions qu'il engage dans son livre portent, presque toutes, sur un point très spécial et fort important. Pour beaucoup de personnes, toutes les difficultés économiques se résolvent par une formule très simple : « favoriser l'évolution sociale vers une socialisation de la production, en mettant à profit les conditions de la concentration progressive de l'industrie et utilisant les ressources du régime représentatif ». Sur les conséquences que produit l'étatisation des industries au point de vue socialiste, je renvoie à ce qu'ont écrit MM. J. Guesde et P. Lafargue (*Le programme du parti ouvrier*, p. 83, p. 86). L'expérience de l'Amérique prouve que les institutions les plus démocratiques et les libertés les plus larges ne donnent pas de garanties sérieuses contre la mauvaise administration (p. 387).

La science économique ne peut prétendre convaincre les politiciens, pour lesquels « les services publics monopolisés par l'État sont une bénédiction » (comme le disent fort bien MM. Guesde et Lafargue); mais

elle peut rechercher ce qu'il y a de vrai dans la théorie sociologique sur laquelle on prétend fonder l'évolution progressive des industries.

Il existe un préjugé très répandu, relatif à la supériorité des sociétés anonymes sur toutes les autres formes de l'association industrielle; ces sociétés, dès qu'elles prennent une extension suffisante, se constituent d'une manière très administrative, s'éloignent des procédés de l'industrie patronale pour se rapprocher de ceux de l'État; il semble donc qu'une loi morphologique *naturelle* (1) commande toute l'évolution, et doit amener, progressivement, les systèmes de production à une limite où les sentiments développés par la propriété privée n'existeront plus, ou du moins ne produiront plus aucun effet utile; — lorsque le volume des organismes anonymes deviendra trop énorme, on trouvera avantageux de franchir le petit intervalle restant vide entre le capitalisme anonyme et l'étatisme, afin d'éviter les secousses produites par la passion des administrateurs. La base de ce raisonnement est vicieuse: la société anonyme est une forme médiocre; le gouvernement en est très difficile, la surveillance illusoire. « La facilité que donne la forme anonyme pour réunir de grands capitaux a contrebalancé jusqu'à présent les inconvénients de ce système d'organisation... L'organisation des sociétés anonymes pourrait bien être remplacée par quelque organisation supérieure, et cela arrivera d'autant plus vite que la loi y mettra moins d'obstacles. Déjà, la plupart des sociétés les plus prospères n'ont d'anonyme que le nom... Les obstacles légaux mis aux sociétés en commandite sont la cause principale qui les empêche de se développer » (p. 65).

Les mêmes auteurs admettent encore comme un axiome que le coût de l'unité de la marchandise va continuellement en diminuant, à mesure que la quantité produite augmente. Ce prétendu axiome est manifestement faux pour l'agriculture de beaucoup de pays (2); on peut dire « qu'en général chaque entreprise a une certaine limite, au-delà de laquelle le coût de l'unité des produits croît au lieu de décroître » (p. 89). Je crois que, dans bien des cas, on a été amené à mal apprécier la véritable nature des choses en partant de quelques phénomènes paradoxaux; alors que de petits fabricants étaient obligés d'abandonner leurs spécialités, de grandes usines pouvaient continuer; mais il ne faut pas croire que ces grandes usines travaillassent toujours d'une manière normale; sou-

(1) C'est un préjugé idéaliste.

(2) M. de Laveleye dit: « Il est démontré qu'en Prusse, comme dans le reste de l'Europe, sauf peut-être en Angleterre, la grande propriété donne non seulement un moindre produit brut, mais aussi un produit net et un revenu inférieurs. » (*La Prusse et l'Autriche depuis Sadowa*, t. I, p. 127).

vent elles préfèrent perdre durant des années que de supprimer un atelier (p. 108, note).

On soutient encore que les producteurs, lassés des gaspillages dus à l'anarchie, finissent par se coaliser, si bien que la concurrence disparaît et que les monopoles se constituent *naturellement*. Là où vraiment « la concurrence n'existe pas, ou du moins n'est que très imparfaite... refuser l'intervention de l'État, au nom de la règle abstraite : *laisser-faire, laisser-passer*, c'est simplement se livrer à des spéculations métaphysiques » (p. 193). M. Pareto n'apporte dans la discussion de l'exploitation de ces monopoles aucun fanatisme : il est d'avis, par exemple, que les villes italiennes auraient mieux fait d'exploiter leurs usines à gaz que de concéder l'éclairage à des sociétés (1) qui prélèvent des sommes considérables (p. 195). Il admet la convenance de tarifier la production ; et « l'intervention de la loi pour obliger ces monopoleurs à faire des prix égaux à ceux qui résulteraient de la libre concurrence est très désirable » (p. 251).

Les mesures répressives semblent bien peu efficaces jusqu'ici : « Aux États-Unis, des personnes compétentes assurent que le seul effet appréciable des lois répressives des coalitions a été de majorer les frais généraux de la somme nécessaire pour acheter l'impunité » (p. 269). — « Dans la plupart des pays européens, c'est tout à fait au grand jour qu'opèrent les coalitions des métallurgistes, des raffineurs de sucre, des raffineurs de pétrole, etc. Sans qu'on ose leur appliquer les lois existantes, ils font hausser les prix, sauf en Angleterre. Et le seul pays qui échappe à leurs agissements est précisément le seul des grands pays où toute législation contraire aux coalitions est absolument abrogée » (p. 270).

Il ne semble point possible d'affirmer quoi que ce soit comme loi générale des coalitions. Il faut faire, évidemment ici, une distinction très importante et ne pas confondre les troubles profonds et violents produits par des accords temporaires conclus entre spéculateurs et les effets durables d'une association fondée sur la *nature* des choses : — c'est de ces effets seulement qu'il doit être question dans la théorie évolutionniste discutée en ce moment.

M. Pareto distingue les coalitions en deux classes, suivant qu'elles

(1) Il croit toutefois que, même dans ce cas, la libre concurrence peut fournir la meilleure solution : à Turin, le gaz est vendu 14 cent. le mètre cube, sous le régime de la liberté commerciale ; à Berne, 22 cent. par la commune ; — à Paris, la compagnie le vend 30 cent., sur lesquels il y a à déduire un peu plus de 7 centimes pour charges fiscales (p. 295). On ne peut pas, à mon avis, tenir grand compte d'un *exemple unique*.

opèrent sans l'aide directe de la loi et suivant qu'elles obtiennent cette aide (p. 247). Dans la première catégorie, il range le fameux *Standard oil trust*, qui, en dix ans, réalisa 300 millions de bénéfices; mais il avait l'appui de trois compagnies de chemins de fer qui lui accordaient des tarifs de faveur; « maître des élections en Pensylvanie, il avait à sa dévotion la législature et les cours de justice » (p. 251, note). — En général, les syndicats de producteurs ne peuvent réussir que là où existent de forts droits protecteurs éloignant la concurrence; c'est ainsi que le sucre, le pétrole, les produits chimiques, peuvent donner lieu à des monopoles (p. 252, note). « En Angleterre, où règne le libre-échange, les coalitions sont très rares et n'obtiennent aucun succès » (p. 247).

Il résulte de cette discussion que la loi d'évolution, si souvent invoquée contre le socialisme révolutionnaire, n'est point fondée scientifiquement : le livre de M. Pareto apporte ainsi un solide appui à l'école marxiste qui ne voit la possibilité de transformer la société que par l'action révolutionnaire du prolétariat.

Dans le premier volume, M. Pareto avait traité la question de la propriété foncière avec une grande indépendance d'esprit; il complète ici ses théories et attaque avec une verve mordante les apologistes de la propriété, qui veulent transformer en un principe scientifique un phénomène historique. « Il n'est pas de sophismes qu'ils ne produisent pour prouver, contre l'évidence même, que la *rente* n'existe pas. Et quand ils sont à bout d'arguments, ils proclament que, si elle existe, elle est providentielle, bienfaisante et, en tous cas, éminemment respectable » (p. 119). — « Ne pouvant nier les faits, qui prouvent l'existence de la *rente*, on a voulu tâcher d'en diminuer l'importance et l'on a dit que la propriété foncière, prise dans son ensemble, a une valeur à peine égale à celle des capitaux qui ont été *incorporés*. Jusqu'à quand fera-t-on remonter ces comptes?... Quel taux d'intérêt comptera-t-on pour ces capitaux incorporés? Si on pouvait démontrer que le revenu des terres est égal à l'intérêt à 4 0/0 des capitaux qui y ont été *incorporés* depuis deux ou trois siècles, on aurait par là même démontré l'existence d'une *rente* très considérable, car il n'existe aucun autre moyen semblable de conserver ainsi, pendant des siècles, des capitaux avec leurs intérêts » (p. 123).

Il me semble que l'auteur n'a pas mis assez en relief les sentiments qui se rattachent aux variations de la *rente* : le parlement français paraît regarder comme un axiome que toute réduction continue de la *rente* est la *cause* d'une décadence générale; c'est ce qui résulte notamment des discussions qui ont lieu sur les sucres cette année : on est parti de cette base qu'il faut assurer aux terres cultivées en betteraves un fermage minimum.

Par contre, beaucoup de théoriciens soutiennent que la rente ne *devrait* point entrer dans le compte des *justes revenus*; de là sont nés beaucoup de systèmes ayant pour objet de faire servir la rente à l'alimentation du fisc. M. Pareto mentionne, seulement en passant, les idées de « Stuart Mill [qui] voit dans l'accroissement de la *rente* par des causes naturelles une matière imposable » (p. 127, note); — il estime que « les critiques de Henry George sur la propriété foncière aux Etats-Unis sont entièrement fondées », parce que, dit-il, « il ne convient pas à une société de vendre des biens futurs, dont la jouissance est lointaine et incertaine, car elle n'en retire qu'une somme insignifiante » (p. 126).

Il eût été intéressant de soumettre à une discussion approfondie les divers projets de réformes agraires que l'on a présentées dans ces dernières années, d'autant plus que ces projets sont d'ordinaire mal exposés. La *nationalisation* du sol paraît être surtout un moyen de faire entrer la rente directement dans les caisses de l'Etat, gérant d'une universelle mainmorte; les inconvénients de ce *système financier* sont grands. Mais notre auteur n'est pas éloigné d'admettre la *liquidation* de la propriété foncière, en vue de faire disparaître d'anciennes concessions abusives (p. 127, note), ou pour passer d'un mode de distribution des terres à un autre plus favorable. « Il est des gens qui croient que l'utilité de la propriété collective du sol est supérieure à toute autre. C'est un point qu'il faut discuter ». Il dit un peu plus haut : « l'on ne peut guère, même après une étude approfondie, arriver, dans l'état actuel de nos connaissances, à une conclusion bien nette » sur la valeur de la culture entreprise socialement (p. 127). Nous sommes ainsi bien loin des théories absolues et abstraites, dans lesquelles se complait l'économie de certains adversaires du socialisme : d'ailleurs, M. Pareto ne manque pas une occasion d'amuser le lecteur aux dépens de M. P. Leroy-Beaulieu.

Comme M. de Molinari, M. Pareto est grand partisan de la liberté d'association pour les ouvriers (p. 137) et des Bourses du travail (p. 186); — les patrons qui invoquent les principes de liberté contre leurs salariés et qui demandent l'appui du gouvernement contre les consommateurs, se font accorder des faveurs, lui semblent être de cyniques farceurs (pp. 134, 166, 269).

Les sociétés coopératives sont appréciées à leur juste valeur. « Le commerce au détail est la partie la plus imparfaite du mécanisme de la production et de la distribution des produits, c'est celle dans laquelle les plus grands progrès sont à réaliser. Si ces progrès pouvaient s'étendre au genre le plus important du commerce au détail, celui des substances alimentaires, on obtiendrait une augmentation de bien-être qui ne serait comparable qu'à celle obtenue par l'invention des chemins de fer » (p. 273).

Malheureusement des considérations politiques ont amené une réaction contre les coopératives, en faveur des marchands au détail (1).

M. Pareto signale, avec beaucoup de raison, les sophismes scientifiques, au moyen desquels on arrive à protéger certaines industries. « Les prétextes sanitaires ont été invoqués pour repousser la viande de porc américaine. Fait remarquable, ces viandes sont redevenues saines du jour au lendemain, quand on a obtenu des concessions sur les droits d'entrée aux Etats-Unis (p. 253, note). Il rappelle (d'après L. Say, qui devait être bien renseigné) que les raffineurs et les fabricants de sucre sont parvenus à faire proscrire la saccharine (p. 335, note). La science joue ici un rôle fort analogue à celui que jouait la théologie au Moyen-Age; elle sert à condamner ce qui gêne.

J'appelle, enfin, l'attention sur les nombreux arguments que présente M. Pareto contre les utopistes qui espèrent moraliser l'Etat bourgeois; il revient, à tout instant et avec des exemples frappants, sur cette question. Il apporte ainsi une heureuse contribution à nos doctrines, en montrant que les réformes les plus libérales, les plus morales, sont impuissantes devant les forces développées par le capitalisme.

G. SOREL.

G. LERDA. *Il socialismo e la sua tattica*. Une broch. in-8 de 19 pages. Librairie ligurienne, Gênes, 1897.

Cette brochure est extraite de la *Rivista di Sociologia* : elle traite une question qui est en dehors du cadre de la Revue; mais si la tactique, adoptée par chacun des partis socialistes, dépend de beaucoup de circonstances locales, il n'en est pas moins vrai que toute discussion sur cette tactique s'appuie sur des principes sociologiques; il est utile de chercher à dégager ces principes.

L'auteur pose, tout d'abord, une théorie de l'intégration des forces qui produisent les changements dans le monde : chaque grande période historique serait subordonnée au développement complet d'un principe et ce principe aurait d'autant plus de chances de triompher qu'il aurait davantage unifié les forces qui le réaliseront (p. 4). Le simple besoin, le simple désir d'une amélioration ne suffisent point pour créer une force collective, produisant une évolution : l'expérience montre que l'individu sait s'adapter aux pires situations; mais une variation accidentelle des conditions économiques peut provoquer la révolte, l'émigration, la

(1) Les petits marchands ne sont-ils pas les meilleurs clients du radicalisme? Mais que dire d'un candidat socialiste (!) qui se présente sous la protection du syndicat de l'épicerie locale, comme adversaire des coopératives?